

56^e Congrès de la Société des Historiens
Médiévistes de l'Enseignement Supérieur Public

Albi-Toulouse
21-25 mai 2025

Chantiers médiévaux



56^e congrès de la Société des Historiens Médiévistes de l'Enseignement Supérieur Public

Albi-Toulouse

21-25 mai 2025

Chantiers Médiévaux

Comité d'organisation

Responsable : Sandrine Victor, INU Champollion, Albi

Quitterie Cazes, Université Toulouse Jean-Jaurès

Sidonie Bochaton, Université Toulouse Jean-Jaurès

Jacques Dubois, Université Toulouse Jean-Jaurès

Responsable pour la SHMESP : Stéphane Péquignot, EPHE



Image page titre : *Einsiedeln, Stiftsbibliothek, Speculum humanae salvationis, France (Paris ?) ou Flandres. XV^e siècle (vers 1430-1450), Codex 206(49), fol. 66.*

Comité scientifique :

Philippe Bernardi, CNRS Lamop

Brigitte Boissavit- Camus, Université Paris Nanterre

Damien Carraz, Université Toulouse Jean-Jaurès

Morana Causevic-Bully, Université de Franche-Comté

Pierre Chastang, UVSQ-Université Paris-Saclay

Pascale Chevalier, Université Clermont-Auvergne

Julie Claustre, Université Paris Cité

Vincent Deroche, Collège de France

Yves Gallet, Université Bordeaux-Montaigne

Emanuela Garofalo, Università di Palermo, Italie

Etienne Hamon, Université de Lille

Maxime L'Héritier, Université Paris VIII

Fanny Madeline, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Arnaldo Melo, Universidad do Minho, Portugal

Cédric Moulis, Université de Lorraine

Annliese Nef, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Stéphane Péquignot, EPHE

Claire Soussen, Sorbonne Université

Valérie Theis, ENS Paris

Programmes

Programme Général du congrès

Durant la durée du congrès, les congressistes qui se sont inscrits peuvent avoir accès au musée Toulouse-Lautrec au tarif préférentiel de 8 euros. Annoncez-vous au guichet d'entrée du musée comme participants.

Mercredi 21 mai

Lieu : Médiathèque Pierre-Amalric, Albi

18 h : **Conférence inaugurale** : Dorothée Chaoui-Derieux, conservatrice en chef du patrimoine au service régional de l'archéologie de la direction régionale des affaires culturelles de l'Ile-de-France : *Entre sécurisation et restauration : à Notre-Dame de Paris, l'archéologie à la croisée des savoirs*

Jeudi 22 mai

Matinée :

Visite des fonds anciens de la médiathèque Amalric d'Albi (avec Agnès Barbaro, directrice)

Groupe 1 (15 personnes) : 8h45 – 9h30

Groupe 2 (15 personnes) : 9h30 – 10h15

Groupe 3 (15 personnes) : 11h – 11h45

Visite de la cathédrale Sainte-Cécile (avec Emmanuel Quidaré, régisseur de la cathédrale d'Albi, Virginie Czerniak, maîtresse de conférences université Toulouse Jean-Jaurès)

Groupe A : 9h-10h30

Groupe B : 10h45-12h15

Lieu : INU Champollion,

Bâtiment Jean-Jaurès – Amphi 3 (JJ 035)

[plan du campus aux différentes entrées du site, et ici : <https://www.univ-jfc.fr/albi>]

13h30 : Accueil des congressistes

14h : **AG de printemps**

15h-17h30 :

Rapports introductifs : Sandrine Victor, professeure des universités, INU Champollion, Étienne Hamon, professeur des universités, université de Lille et Anne Baud, professeure des

universités, université de Lyon 2.

Session 1 : Aux Sources du chantier

Lieu : Salle des États de l'Albigeois, Hôtel de ville d'Albi
16 rue de l'Hôtel de Ville

18h30 : Discours d'accueil : Stéphanie Guiraud-Chaumeil, maire d'Albi, Christelle Farenc, directrice de l'INU Champollion, Claire Soussen, présidente de la SHMESP.

Hommage à Jean-Louis Biget par Patrick Boucheron, Collège de France.

Vin d'honneur

Vendredi 23 mai

Matinée :

10h : Visite proposée aux accompagnants des congressistes : La collégiale Saint Salvi (avec Emmanuel Quidarré, régisseur de la cathédrale). Rendez-vous devant le cloître, rue Mariès.

Lieu : INU Champollion
Bâtiment Jean-Jaurès – Amphi 3 (JJ 035)

9h30-12h30 :

Session 2 : Spatialité et temporalité du chantier

Buffet

14h-17h :

Session 3 : Matérialité du chantier

Samedi 24 mai

Lieu : Amphithéâtre du Musée Toulouse-Lautrec d'Albi

9h-12h :

Session 4 : Société du chantier

Déjeuner libre et/ou

Visite du palais de la Berbie (avec Jacques Dubois, maître de conférences en histoire de l'art, université Toulouse Jean-Jaurès)

Groupe 1 : 13 h-13h 45

Groupe 2 : 13 h 45-14 h 30

Et / ou : visite libre (tarif 8 euros, voir *supra*) au musée Toulouse-Lautrec

15h-17h30 :

Session 5 : Économie du chantier

18h : **Conclusions** : Philippe Bernardi, directeur de recherches, CNRS, Lamop UMR 8589.

20h : Dîner de clôture, restaurant Le Goulu, Albi.

Dimanche 25 mai

9h : Déplacement Albi-Toulouse.

Rendez-vous devant la gare.

Possibilité de déposer les valises à l'Hôtel d'Assezat. Elles pourront être récupérées selon les besoins à 12h45 ou à 16h45

Lieu : Salle Clémence Isaure, Hôtel d'Assezat

10h30 : Toulouse au Moyen Âge (avec Quitterie Cazes, professeure des universités Toulouse Jean-Jaurès)

11h : Visite du couvent des Jacobins (avec Quitterie Cazes, professeure des universités Toulouse Jean-Jaurès, Virginie Czerniak, maîtresse de conférences Toulouse Jean-Jaurès, Jacques Dubois, maître de conférences Toulouse Jean-Jaurès)

13h Déjeuner

15h : Visite de l'église Saint-Sernin (avec Quitterie Cazes, professeure des universités Toulouse Jean-Jaurès, Virginie Czerniak, maîtresse de conférences Toulouse Jean-Jaurès)

Programme Scientifique

Mercredi 21 mai

Lieu : Médiathèque Pierre-Almalric

18 h : **Conférence inaugurale** : Dorothee Chaoui-Derieux, conservatrice en chef du patrimoine au service régional de l'archéologie de la direction régionale des affaires culturelles de l'Ile-de-France : *Entre sécurisation et restauration : à Notre-Dame de Paris, l'archéologie à la croisée des savoirs*

Jeudi 22 mai

Lieu : INU Champollion
Bâtiment Jean-Jaurès – Amphi 3 (JJ 035)

13h30 : Accueil des congressistes

14h : AG de printemps

Session 1 : 15h-17h30

Rapports introductifs : Sandrine Victor, professeure des universités, INU Champollion, Etienne Hamon, professeur des universités, université de Lille et Anne Baud, professeure des universités, université de Lyon 2.

Aux Sources du chantier.

Présidence de session : Etienne Hamon

Florentin Briffaz, *L'écriture des œuvres ou les chantiers de la noblesse. Autour du dossier de la reconstruction du château de Gruffy (Genevois, années 1420-1430)*

Clément Juarez, *Conduire un grand chantier par l'écrit : les travaux de l'enceinte de Toulouse d'après le journal de comptes de Pierre Azémar (milieu du XIV^e siècle)*

Guillaume Bankowski, *Le chantier et le monument : écriture de la mémoire et mémoire de l'écriture dans les Miracula sancti Germani d'Heiric d'Auxerre*

Lieu : Salle des États de l'Albigeois, mairie d'Albi
16, rue de l'Hôtel de ville

18h30 : Hommage à Jean-Louis Biget par Patrick Boucheron, Collège de France.

Vendredi 23 mai

Lieu : INU Champollion
Bâtiment Jean-Jaurès – Amphi 3 (JJ 035)

Session 2 : 9h30-12h30

Spatialité et temporalité du chantier.

Président de session : Jacques Dubois

Lucie Gaugain, *Les chantiers des portes de la Riche et de Saint Estienne (1358-1505), reflet des ambitions de la ville de Tours à la fin du Moyen Âge et au début de la Renaissance*

Léa Hermenault, *Localiser les chantiers en ville pour mieux comprendre l'économie de la construction et celle du bien commun. Paris et Gand aux XIV^e et XV^e siècles.*

Philippe Lardin, *Le temps de travail sur les chantiers du bâtiment rouennais à la fin du Moyen Âge*

Julien Loiseau et Virginia Grossi, *Les avatars de l'Ashrafiyya (Jérusalem, c. 1465-1482). Anatomie d'un chantier royal sur l'Esplanade des mosquées*

Florian Besson, *"Il a vu s'élever les tours / qu'il avait bâties de ses mains..." Le chantier médiéval au cœur des imaginaires médiévalistes contemporains*

Session 3 : 14h-17h**Matérialité du chantier.**

Présidente de session : Sidonie Bochaton

Marion Foucher, *Construire dans la Loire à Nevers. Espaces, rythmes et métiers des chantiers médiévaux.*

Maxime L'Héritier et alii, *Construire et reconstruire Notre-Dame de Paris au Moyen Âge et aujourd'hui : enquête sur les agrafes des murs gouttereaux.*

Élise Bailleul, *Programme exemplaire et chantier permanent : les toitures et terrasses du chevet de Notre-Dame de Paris, du XII^e au XIX^e siècle.*

Tobias Boestad, *Le chantier naval et la ville en Europe atlantique et du Nord à la fin du Moyen Âge*

Samedi 24 mai

Lieu : Musée Toulouse-Lautrec d'Albi

Amphithéâtre

Session 4 : 9h-12h**Société du chantier.**

Présidente de session : Quitterie Cazes

Benoît Cantet-Guéguen, *Les chantiers à Byzance : entre commanditaires et artisans, la nécessité d'une histoire sociale (X^e-XIV^e siècle)*

Camille Cilona, « *Que l'on revisite [lesdits ouvrages] par maîtres en ce reconnoissant pour savoir qu'il y esconvient faire* ». *Le corps de ville et l'expérience de la maîtrise d'ouvrage sur les chantiers des fortifications à Rouen (XIV^e – XVI^e siècles)*

Alain Salamagne, *Le chantier médiéval en tension : l'exemple du Palais Rihour de Lille (1453-1477)*

Hervé Mouillebouche, *Les mots du chantier. L'usage du vocabulaire technique dans les duché et comté de Bourgogne aux XIV^e et XV^e siècle*

Session 5 : 15h-17h30

Économie du chantier.

Présidente de session : Federica Mase

Nénad Fejic, *Les chantiers de défense urbaine et la pratique de la réquisition par le pouvoir communal à Dubrovnik (Raguse) au Moyen Âge*

David Bardey, *Maîtres des comptes et maîtrise des œuvres. La Chambre des comptes de Dijon et l'administration financière des chantiers ducaux (XIV^e et XV^e siècles)*

Claire Bourguignon, *Contribution à l'étude de l'économie du chantier. Les actes d'indulgences pontificaux, une source de financement des chantiers des couvents mendiants d'Auvergne et du Velay (vers 1250-vers 1530)*

18h : **Conclusions** : Philippe Bernardi, CNRS, Lamop UMR 8589.

Résumés des communications

Aux Sources du chantier

Florentin Briffaz

Docteur de l'Université Lumière Lyon 2 / CIHAM (UMR 5648), A.T.E.R, Université de Lorraine / CRULH (UR 3945).

L'écriture des œuvres ou les chantiers de la noblesse. Autour du dossier de la reconstruction du château de Gruffy (Genevois, années 1420-1430)

Dans le cadre de l'axe du congrès intitulé « le chantier à la source », la présente communication vise à étudier un dossier de trois cahiers de comptes inédits conservés aux Archives départementales de la Haute-Savoie¹ témoignage de la comptabilité domaniale établie entre 1424 et 1439 pour Jean de Compey, seigneur de Gruffy, grand noble issu de la noblesse genevoise et jouant les premiers rôles à la cour des ducs de Savoie. Après une présentation de la matérialité de ces comptes, irriguée par la présence scripturaire du seigneur et de ses secrétaires (copies d'actes divers de paiement et de quittances, scellés du sceau plaqué de Jean de Compey), l'analyse serrée de cette documentation bilingue (vernaculaire et latin) visera à mettre en valeur les enjeux méthodologiques de lecture de ce type de source éclairant l'économie des chantiers de l'aristocratie. En effet, le présent dossier se place à l'échelle seigneuriale, à l'époque où la châtellenie de Gruffy est inféodée par le duc de Savoie à Jean de Compey. Si ces comptes sont donc produits pour ce puissant noble et non pour l'autorité princière mieux connue, ils n'en cultivent pas moins un véritable dialogue avec la comptabilité ducale (influence notamment de la rubrique des *opera castris* transcrits dans les comptes de châtellenie ducaux). Précisément, au sein de ce corpus de comptes détaillant les dépenses et recettes dans une optique de gestion seigneuriale, toute une partie et tout un cahier – dont le préambule (« cest le papier des œuvres du chastel de gruffier ») circonscrit la logique d'écriture – donnent chair à l'organisation du chantier de reconstruction du château et de ses dépendances (la grange en particulier). Tout un écosystème des *opera castris* se dévoile à travers la liste des paiements aux ouvriers et aux différents intermédiaires dont il conviendra de broser une typologie en partant de cette source. De même, on veillera à saisir les logiques d'interaction, en termes d'écritures mais aussi de personnel ; Jean de Gruffy fait ainsi appel à maître Nycod Robert, le maître d'œuvre (*magister operum*) du duc de Savoie en personne. C'est donc par l'analyse de ce dossier inédit que la présente communication entend étudier le

¹ ADHS, 43 J 1030 (1) ; 43 J 1030 (2) et 43 J 1031.

chantier à la source, en plaçant la focale sur l'écriture seigneuriale de la (re)construction castrale.

Clément Juarez

Doctorant, Université Toulouse Jean-Jaurès, laboratoire FRAMESPA (UMR 5136)

Conduire un grand chantier par l'écrit : les travaux de l'enceinte de Toulouse d'après le journal de comptes de Pierre Azémar (milieu du XIV^e siècle)

Remembransa sia que hieu Per Azemar comense a escriure en aquest papier las obras et las manobras aissi co las faziam far per las obras de las clauzuras de la vila per tot aquest an que es avenir... ¹C'est par cette phrase que Per Azémar commence l'écriture de son journal de comptes sur les ouvrages et les travaux de l'enceinte de Toulouse en janvier 1355. L'écriture de ce document intervient dans un contexte difficile pour Toulouse qui voit depuis le début de la guerre de Cent Ans l'armée du Prince Noir se rapprocher dangereusement de ses murs². À cette menace se greffent les oppositions régulières entre les maisons de Foix-Béarn et d'Armagnac pour le contrôle du Midi³, de même que les ravages occasionnés par les troupes de routiers vivants sur le pays. Le risque d'une attaque incite les pouvoirs municipaux à relever les murailles. Celles-ci étaient éventrées en plusieurs endroits depuis plus d'un siècle en raison des engagements pris par le comte de Toulouse, Raymond VII, à la fin de la croisade contre les Albigeois⁴. Entre 1345 et 1355, de nombreux décrets royaux permettent à la commune et à ses capitouls d'entreprendre ces grands travaux. Ainsi, le journal de comptes de Per Azémar est la source d'une des plus grandes entreprises de construction toulousaine pour la fin du Moyen Âge. Ce document composé de plus de 130 feuillets couvre la période allant de janvier à septembre 1355. La richesse des informations consignées dans ses pages nous éclaire à la fois sur le quotidien des chantiers et leur administration. La conservation de cette source comptable nous permet d'interroger la pratique de l'écrit à l'intérieur de l'administration d'un chantier d'envergure dans une situation de crise et de pénurie des matériaux. C'est pour cette raison que notre communication s'insère dans l'axe *Le chantier à la source*. Nous désirons questionner l'administration par l'écrit des réparations des murailles de Toulouse, son personnel, ses procédures et ses processus. Il s'agira dans un premier temps d'examiner la matérialité du document, son organisation et la manière dont ses rédacteurs y consignent actions des chantiers et paiements des artisans. Dans un deuxième temps, nous nous intéresserons à la composition du personnel sur lequel s'appuie la gestion de ces chantiers et nous replacerons ce document dans le processus comptable de l'administration. Enfin, nous examinerons les modes de communication et de diffusion de l'information, à la fois sur le chantier, entre le chantier et l'administration, et l'administration elle-même, révélées dans ce journal de comptes.

¹AMT, EE32, fol. 1r. : *Que soit rappélé que moi Per Azémar commence à écrire dans ce cahier les ouvrages et les travaux comme nous les fassions faire pour les ouvrages des clôtures de la ville pour toute cette année à venir...*

²Xavier NADRIGNY, « Information et opinion publique à Toulouse à la fin du Moyen âge », Thèse de doctorat, École des chartes, Paris, 2013, p. 51.

³Gérard PRADALIÉ, « Une ville en difficulté (1350-1480. Introduction historique) », dans Jean-Luc de BOUDARTCHOUK, Fabien CALLÈDE, Henri MOLET, Catherine BOCCACINO, Laurent MACÉ, Pierre PISANI, Jean CATALO et Quitterie CAZES, *Toulouse au Moyen âge : 1000 ans d'histoire urbaine, 400-1480*, Portet sur-Garonne, Loubatières, 2010, p. 171.

⁴Philippe WOLFF, « Commerces et marchands de Toulouse (vers 1350 - vers 1450) », Paris, Plon, 1954, p. 36.

Guillaume Bankowski

Université Lumière Lyon 2, UMR HiSoMA.

*Le chantier et le monument : écriture de la mémoire et mémoire de l'écriture dans les *Miracula sancti Germani d'Heiric d'Auxerre**

Intellectuel carolingien de premier plan, disciple de Loup de Ferrières, Heiric est non seulement l'auteur d'une *Vie* en vers de Saint Germain, mais aussi celui du récit, en deux livres, de ses miracles. Or les *Miracula sancti Germani* (BHL 3462), composés entre 873 et 875, racontent l'histoire de la construction de l'abbatiale auxerroise. À l'initiative de la reine Clotilde, le « tout petit oratoire » qui abritait la sépulture du saint est remplacé par une grande basilique (livre I, 37-38) ; à l'époque carolingienne, Conrad I^{er} charge sa femme Adélaïde d'engager des travaux qui ne visent pas tant à bâtir un nouveau sanctuaire qu'à agrandir et à embellir la première basilique tout en la pourvoyant des fameuses cryptes, appelées désormais cryptes de Saint-Germain (livre II, 3-6). Cette temporalité et cette spatialité sont parfaitement connues des historiens de l'art, de l'architecture et des archéologues : l'ouvrage paru sous la direction de Christian Sapin¹ propose un compte-rendu exhaustif des fouilles menées sur le site monastique sur près de dix ans. Une bibliographie désormais bien établie a pourtant démontré qu'Heiric, qui prend la peine de retracer les étapes du chantier, compose en lettré et ne s'intéresse ni à l'architecture du monument, ni à l'organisation hiérarchisée de l'espace. Une analyse d'ensemble du passage consacré à la construction de la basilique du IX^e siècle montre de surcroît que l'auteur des *Miracula*, dont « [l]e prologue [...] manifeste [...] l'existence d'une conscience professionnelle d'historien »², au moment de se livrer au récit du chantier, multiplie les analepses et les effets de composition circulaire, agrémente la narration de longs récits enchâssés, enchevêtre enfin l'histoire du saint et celle des comtes, des rois et des papes sans manquer de proposer de longs excursus apologétiques, à la gloire de Conrad I^{er} et Charles le Chauve. À l'évidence, l'exposé de la construction, pourtant situé au cœur du livre II des *Miracula*, forme une longue préterition : notre communication se propose donc de déterminer quels sont les buts que poursuit d'insertion d'un tel épisode et de mettre au jour le dialogue entre le texte, l'histoire intellectuelle et la culture monastique.

Le chantier est pour le maître d'Auxerre le lieu d'un véritable discours de la méthode sur les façons d'écrire l'histoire : n'oublions pas que les *Miracula* forment l'un des exercices du *trivium* carolingien. Si cette leçon constitue bien un legs pour les générations futures, le livre II des *Miracula* s'articule tout entier autour d'un autre *monumentum* : la basilique elle-même. Le plus important, c'est le corps du saint qui y repose ainsi que sa puissance miraculeuse ; il importe peu à l'auteur d'abonder en détails sur l'édifice et les miracles narrés sont imputés à la présence du saint, non à la sainteté du lieu. C'est néanmoins à ce moment-là que les *Miracula*, en s'attardant sur le rôle de Charles le Chauve dans la construction de la basilique et sur sa victoire par capitulation face Louis le Germanique à l'automne 858, semblent glisser de l'hagiographie au panégyrique politique. En réalité, envisagé à l'aune de l'œuvre entière, le récit de chantier dans les *Miracula* cimente moins une société politique qu'il ne fédère un groupe monastique : il s'agit de bâtir une légitimité, une géographie et un passé communs.

¹ *Archéologie et architecture d'un site monastique. V^e-XX^e siècles. 10 ans de recherche à l'abbaye Saint-Germain d'Auxerre*, dir. Christian SAPIN, Auxerre et Paris, Centre d'études médiévales d'Auxerre et Éditions du CTHS, 2000.

² Marie-Céline ISAÏA, « Le temps des miracles. Heiric d'Auxerre, Adrevald de Fleury et l'écriture de l'histoire au IX^e siècle », *Le Moyen Âge. Revue d'histoire et de philologie*, t. 125, n° 2, 2019, p. 344.

Dans cette topographie nouvelle dessinée par Heiric, c'est la future abbatale qui occupe le centre.

Spatialité et temporalité du chantier

Lucie Gaugain

Maîtresse de conférences en Histoire de l'Art médiéval, Université de Tours, CeTHiS (EA 6298)

Les chantiers des portes de la Riche et de Saint Estienne (1358-1505), reflet des ambitions de la ville de Tours à la fin du Moyen Âge et au début de la Renaissance.

Les chantiers de la ville de Tours de la fin du Moyen Âge et du début de la Renaissance ont la chance d'être particulièrement bien documentés par les comptes urbains conservés entre 1358 et 1505, avec peu de solution de continuité. Récemment numérisés par le projet APR Cormecouli (Didier Boisseuil, dir.), ils constituent l'une des matières essentielles à la compréhension de la ville. En 1975, Bernard Chevalier le premier a exploité cette matière, en particulier pour appréhender les fonctionnements de la société tourangelle du milieu du XIV^e au début du XVI^e siècle. En 1992, Didier Boisseuil a quant à lui focalisé son travail sur les chantiers des ponts de Tours. Dans le cadre de ma thèse d'habilitation, en cours d'achèvement, j'ai repris l'étude de ce fond d'une richesse inouïe pour scruter les incidences de l'installation de la couronne et de la cour au château du Plessis-lès-Tours sur les chantiers des aménagements urbanistiques et fortifiés de la ville.

À cette occasion, me sont apparues les différentes phases de construction de l'enceinte et d'aménagements de la ville ainsi que les rouages de ses chantiers, dont le rythme, l'ampleur et l'ambition grandissent à mesure que l'implication du roi croît. Je propose dans le cadre de cette communication de m'attacher à l'étude des portes de la Riche et de Sainte Estienne, qui de simples portails devinrent des portes de la ville imposantes, arborant les armes et emblèmes du roi, présentant des organes de défense complexes, tout en assurant néanmoins leur rôle d'ouverture de la ville sur le monde rural.

L'étude s'inscrira principalement dans les axes « Typologie et spatialité du chantier » et « Savoirs du chantier » que proposent le colloque. « Typologie et spatialité » car les chantiers de Tours étaient tributaires de l'assiette de la ville, située entre Loire et Cher, mais aussi des approvisionnements en matériaux, en particulier la pierre, la chaux et le bois. Acheminés par voies d'eau, ils étaient tout d'abord déchargés des sentines sur les grèves. Il s'agissait ensuite d'en gérer de manière optimum le stockage – à l'abri des crues –, le déplacement par charroi et l'exploitation à l'atelier des maçons et des charpentiers pour assurer un rythme soutenu à l'avancée des chantiers. « Savoir » car, en tant que ville royale, Tours bénéficiait du savoir-faire des maîtres au service de la couronne qui la conseillaient. Pour autant, la ville entendait bien instituer un dialogue avec ces experts et faire valoir ses besoins, ses contraintes financières

comme son savoir empirique. La question de la mise en œuvre de la pierre et celle de la conception des ouvrages défensifs, boulevards, ouvertures de tirs, équipement et arsenal militaire, seront au cœur de la réflexion. La circulation des savoirs que permet la proximité des chantiers royaux – en premier lieu celui du château du Plessis-lès-Tours, mais aussi celui de la cathédrale – nourrira le premier axe relatif à la spatialité.

Léa Hermenault

Post-doctorante à l'Université d'Anvers, membre du Center for Urban History, chargée de cours à l'Université d'Amsterdam, membre associée à l'équipe « Archéologies environnementales », UMR 7041 ArScAn

Localiser les chantiers en ville pour mieux comprendre l'économie de la construction et celle du bien commun. Paris et Gand aux XIV^e et XV^e siècles.

La spatialisation des données historiques au sein de Systèmes d'Information Géographique (SIG) permet non seulement de visualiser la répartition dans l'espace de certains phénomènes mais également d'interroger les stratégies spatiales des acteurs ainsi que leurs rapports à l'espace et à la matérialité environnante.

Dans cette communication je me propose de rendre compte des résultats de deux campagnes de spatialisation de chantiers s'étant tenus dans deux villes différentes. J'évoquerai tout d'abord le cas des chantiers de (re)pavage pris en charge par la prévôté des marchands à Paris au 15^e siècle, et enregistré dans les comptes du domaine de la ville, que j'ai eu l'occasion de cartographier au cours de ma thèse, puis celui plus général des chantiers de travaux publics (pavage, réparation des quais, ponts, écluses, etc.) organisés par l'administration municipale de Gand aux XIV^e et XV^e siècles que j'ai cartographiés à la faveur d'un post-doc à l'université d'Amsterdam en utilisant les comptes de la ville. Je montrerai que la spatialisation de ces chantiers offre tout d'abord l'occasion d'analyser la manière dont les administrations municipales parisiennes et gantoises et leurs officiers enregistrent la localisation des travaux en ville et ce que cela dit de la manière dont ils se repèrent dans l'espace urbain. Puis je montrerai que l'analyse de la localisation des chantiers dans les deux villes permet de reconsidérer l'idée que le prestige de certains axes ou bâtiments guide seul les investissements des administrations municipales. Ainsi les travaux de repavage à Paris ne se concentrent pas uniquement sur les voies d'entrées royales. À Gand, l'analyse de la localisation des investissements de la ville dans les infrastructures publiques montre que ces derniers tendent à se concentrer au cours des ans autour de points nodaux bien spécifiques (ponts, portes, écluses, etc.) - longtemps négligés par l'historiographie locale parce qu'éclipsés par les travaux de restauration de bâtiments prestigieux comme la halle aux draps par exemple - dont le bon état de fonctionnement assurait plusieurs intérêts liés au « bien commun » de la communauté urbaine (défense de la ville mais aussi gestion du niveau des eaux de navigation ainsi que des eaux usées par exemple). À l'aide de l'examen de ces deux cas, j'espère ainsi montrer les nombreux intérêts d'une approche spatiale des chantiers médiévaux, qui vont largement au-delà d'une simple « visualisation » des données historiques dans l'espace mais permettent d'ouvrir de nouvelles perspectives de recherche sur ces chantiers.

Philippe Lardin

Maître de conférences honoraire de l'Université de Rouen. GRHIS

Le temps de travail sur les chantiers du bâtiment rouennais à la fin du Moyen Âge.

Les archives départementales de Seine-Maritime possèdent un document exceptionnel, malencontreusement classé dans un obituaire, intitulé "règlement des maçons". Il s'agit d'un texte exceptionnel qui détaille l'organisation du travail non seulement sur le chantier de la cathédrale de Rouen mais aussi sur les autres chantiers urbains. On y voit une organisation quotidienne du travail répartie en six termes avec des pauses de durées variables selon les saisons, ce qui permet en outre de connaître les fêtes auxquelles participaient les ouvriers, notamment l'enfouissement et le défouissement d'un verre, pratique qui a donné lieu à bien des interprétations erronées. Ce texte permet aussi de voir les différents jours fériés qui scandaient les semaines avec des précisions sur les heures d'arrêt du travail les veilles de ces jours fériés et les éventuelles prolongations pour des fêtes importantes comme Pâques ou la Pentecôte, ce que confirment les comptes de la fabrique de la cathédrale qui indiquent précisément les noms et la durée des jours de travail effectués par chacun des ouvriers. A partir de ces données, il est donc possible de calculer avec une précision suffisante la durée annuelle du travail que l'on peut suivre sur plusieurs années et de la comparer avec les chiffres fournis par les historiens de la mise en place de la société industrielle au cours la première moitié du XIX^e siècle. Un tableau d'organisation annuelle du travail avec mention des jours fériés permettra de visualiser ce qui risquerait peut-être de rester trop abstrait.

Julien Loiseau¹ et Virginia Grossi²,

¹Professeur d'histoire médiévale, Aix-Marseille Université et ²chargée d'études et de recherche à l'INHA, doctorante Aix-Marseille Université / Université de Pise

Les avatars de l'Ashrafiyya (Jérusalem, c. 1465-1482). Anatomie d'un chantier royal sur l'Esplanade des mosquées.

Les sources pour l'histoire des chantiers dans le monde islamique médiéval se limitent le plus souvent à un dossier épigraphique et à quelques mentions éparées dans les chroniques du temps, plus rarement au dossier documentaire qui enregistre la fondation en waqf (fondation pieuse perpétuelle) du monument. En raison de la continuité de l'occupation des grands sites urbains depuis le Moyen Âge, il est rare également que l'archéologie puisse suppléer au défaut des sources historiques. Le dossier de la Madrasa al-Ashrafiyya, édifiée en deux phases distinctes entre 1465 et 1482 sur le Ḥaram al-sharīf (l'Esplanade des mosquées) de Jérusalem, constitue à cet égard une importante exception.

Initiée à la fin du règne du sultan al-Ashraf Khushqadam (r. 1461-1467), complétée au début du règne du sultan al-Ashraf Qāyṭbāy (r. 1468-1496), démolie sur l'ordre de ce dernier après sa venue à Jérusalem en 1475 et reconstruite en son nom par un nouvel architecte et une nouvelle équipe d'artisans, la Madrasa al-Ashrafiyya est la seule fondation royale parmi la dizaine de chantiers monumentaux qui ont reconfiguré les abords ouest et nord du Ḥaram al-sharīf à l'époque mamelouke (1260-1516) et lui ont donné l'organisation architecturale que l'Esplanade des mosquées a conservée jusqu'à nos jours. L'Ashrafiyya est aussi le principal chantier de construction conduit à Jérusalem du vivant de Mujīr al-Dīn al-'Ulaymī (1456-1522), auteur de la première histoire (ta'rīkh) de la Jérusalem islamique (le Kitāb al-Uns al-jalīl bi-ta'rīkh al-Quds wa l-Khalīl), lequel consacre aux péripéties du chantier un récit circonstancié. Outre les inscriptions commémorant l'achèvement des deux chantiers successifs de la madrasa (en 875/1470 et en 887/1482), l'étude de l'Ashrafiyya peut mobiliser un document exceptionnel : l'acte de fondation en waqf par le sultan al-Ashraf Qāyṭbāy en 881/1477 (complété en 895/1489-90), conservé au Caire, qui enregistre à la fois le premier état (inachevé) de la madrasa avant sa démolition sur ordre du sultan, et l'état (encore inachevé) de l'édifice reconstruit au moment de sa constitution en waqf. Ajoutons que l'Ashrafiyya a fait l'objet d'études architecturales récentes (Burgoyne 1987, Walls 1990), mais aussi d'une étude inédite d'archéologie du bâti conduite de 2021 à 2023 par Virginia Grossi.

Le cas d'étude exceptionnel d'un chantier royal conduit en trois phases rapprochées (deux phases de construction séparées par une démolition délibérée dont l'amplitude devra être questionnée) peut ainsi s'appuyer sur une documentation d'une variété exceptionnelle pour l'histoire des chantiers monumentaux de la Jérusalem médiévale, comme du Proche-Orient d'époque mamelouke. La communication à deux voix explorera ce que les différentes phases du chantier, documentées aussi bien par les sources écrites que par le bâti lui-même, permettent de comprendre des enjeux de la commande architecturale, d'une part (modèles, savoirs,

acteurs) ; et ce qu'elles permettent de comprendre des conditions matérielles de sa mise en œuvre dans un environnement doublement contraint par les constructions déjà en place en lisière de l'esplanade et par les modalités d'accès au Ḥaram, d'autre part.

Florian Besson

Membre associé au Framespa, UMR 5136

"Il a vu s'élever les tours / qu'il avait bâties de ses mains..." Le chantier médiéval au cœur des imaginaires médiévalistes contemporains

En 1989, Ken Follet publie *Les Piliers de la Terre*, un roman historique situé dans l'Angleterre du XII^e siècle et centré sur le parcours croisé d'un prieur désireux de doter sa ville d'une cathédrale et d'une famille de bâtisseurs employés sur le chantier. Le succès du roman, pourtant très épais et très dense, est considérable : près de 30 millions d'exemplaires vendus, et des adaptations en série télévisée (2010), en jeu vidéo (2017), en jeu de société (2006) et tout récemment en bande dessinée (2023). Au-delà des rebondissements narratifs et du talent indéniable de l'auteur pour dépeindre une société médiévale complexe et bigarrée, on peut penser que ce succès est au moins en partie dû au fait d'inscrire au cœur de l'intrigue le chantier d'une cathédrale, qui devient le fil directeur du roman en même temps qu'un personnage à part entière. Bien sûr, le lieu n'est pas choisi au hasard : la cathédrale est probablement le bâtiment le plus communément associé au Moyen Âge¹, souvent présenté comme « le temps des cathédrales », et cristallise ensemble mémoire(s) et émotions collectives, comme l'ont montré les réactions suite à l'incendie de Notre-Dame de Paris. Le roman de Victor Hugo joue d'ailleurs comme l'un des intertextes de Follet. Mais, au-delà de la résonance spécifique qu'a la cathédrale, c'est bien le chantier en lui-même qui est au cœur du roman, ce qui induit de longs développements sur l'architecture, les techniques de taille, les enjeux logistiques. Rompant avec une image plus classique du Moyen Âge vu comme une époque de guerres et de guerriers, l'auteur invitait à un voyage dans un Moyen Âge d'architectes et de maçons, un monde de pierre et de papier, d'inventivité technique et de recherche du beau.

L'auteur répète le procédé dans la suite du livre, *Un monde sans fin* (2007), cette fois articulé autour du chantier d'un pont : preuve que c'est moins la cathédrale qui l'intéresse que le récit d'une construction. Ce goût pour les échafaudages n'est pas isolé et, dès lors qu'on se penche sur la foisonnante production médiévaliste contemporaine, on est frappé d'y trouver de nombreux chantiers. Un grand nombre de jeux de société et de jeux vidéo proposent ainsi aux joueurs de gérer eux-mêmes un chantier, qu'il s'agisse comme dans *Les Bâtisseurs – Moyen Âge* (2013) de recruter apprentis, compagnons et maîtres pour bâtir le plus vite possible des bâtiments prestigieux² ou, dans le tout récent et déjà plébiscité *Manor's Lord* (2024), de prendre en charge le développement d'une communauté villageoise qui doit peu à peu agrandir le village en y construisant puits, routes, bâtiments communs, etc. Certes, ces jeux ne sont pas l'apanage des Moyen Âge imaginaires que recrée en permanence l'imaginaire collectif – pensons aux « Sim City », situés dans un cadre contemporain – mais reste que le chantier médiéval semble bel et bien fasciner. Il n'est pas étonnant dès lors de voir que c'est autour de chantiers recréés, mis en scène dans leur durée et leur complexité, que se sont construites certaines des initiatives touristico-scientifiques les plus originales de ces dernières années, en particulier le château de Guédelon. Ce lieu atypique, souvent imité sans être égalé, pose de fascinantes questions pour qui s'intéresse aux médiévalismes et plus généralement aux

¹ Sur la cathédrale gothique comme « l'une des manifestations les plus claires de cette réinvention culturelle du Moyen Âge », voir les réflexions d'Étienne ANHEIM et Catherine KÖNIG-PRALONG, « Introduction. Le Moyen Âge des sciences sociales », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 43, 2023, p. 7-48.

² Il s'agit véritablement d'un thème omniprésent, comme nous l'avons montré dans Florian BESSON et Pauline DUCRET, « "Je ne joue jamais si ce n'est à l'an mil". Le Moyen Âge dans la culture ludique contemporaine », in Martin AURELL, Florian BESSON, Justine BRETON et Lucie MALBOS (dir.), *Les médiévistes face aux médiévalismes*, Rennes, PUR, 2023, p. 89-99.

dispositifs de publicisation de l'histoire : s'il est en effet perçu et présenté comme un « chantier médiéval », dont on loue le réalisme, il est en réalité un chantier contemporain – devant notamment respecter des normes de sécurité actuelles, d'où la présence d'extincteurs et de défibrillateurs fort peu médiévaux... L'entremêlement des temporalités en fait à la fois un vecteur efficace de diffusion de connaissances (on y apprend des choses sur ce qu'était un chantier médiéval) et un puissant outil de construction d'imaginaires (on en ressort avec une représentation mentale de ce que doit être un chantier médiéval, sans forcément mesurer les écarts entre ces images et la réalité).

Cette communication cherchera donc à étudier la représentation de ces chantiers médiévalistes et ce qu'elle dit de notre rapport au Moyen Âge, dans un corpus volontairement large (des œuvres fictionnelles transmédiatiques remontant au début du siècle, des chantiers de reconstitution ouverts au public comme Guédelon ou Montcornelles). Il s'agira d'abord d'en faire l'archéologie, pour tenter de dater l'apparition de ce motif, et s'interroger sur les liens entre sa popularisation actuelle et le développement de l'histoire de la construction. On cherchera ensuite à analyser ce motif, notamment en se demandant ce qui est représenté et ce qui ne l'est pas : quels bâtiments sont les plus souvent construits dans les jeux de société, les jeux vidéo, les romans ? Avec quels outils, par quels artisans ? Qu'est-ce qui est tout le temps montré – on pense aux cages d'écureuil, qui disent à elles seules la médiévalité du chantier représenté – et qu'est-ce qui ne l'est jamais ? Finalement, on tentera de comprendre pourquoi le chantier est devenu l'un de ces répliqueurs¹ susceptibles d'évoquer immédiatement la période médiévale auprès du grand public, au même titre que la guerre, le tournoi, le bûcher, mais jouant sur un plan différent puisque s'inscrivant à rebours de l'image encore largement répandue du Moyen Âge comme temps obscur, violent, reculé scientifiquement.

¹ Au sens de Gérard CHANDÈS, « Répliqueurs visuels et sonores du monde néo-médiéval », *Itinéraires. Littérature, textes, cultures*, 2010-3, 2010, p. 167-175.

Matérialité du chantier

Marion Foucher

Université de Bourgogne – Arthehis UMR CNRS 6298

Construire dans la Loire à Nevers. Espaces, rythmes et métiers des chantiers médiévaux.

Quelle qu'en soit la période ou l'objet, le chantier est toujours une activité inscrite dans l'environnement aux contraintes propres, obligé de s'adapter à des espaces restreints, un tissu urbain ou un paysage préexistant, à la coactivité. En rivière, l'exercice de construire est encore différent. Ce milieu est en soi particulier, impose des contraintes exacerbées et spécifiques aux ouvrages, appelle à des techniques de travail, des matériaux et des solutions architecturales adaptées. Pour en discuter, la ville de Nevers a conservé une importante comptabilité municipale initiée vers 1382¹, où sont notamment décrits les deux grands chantiers qui incombent à la communauté, le pont de Loire et les *battis*². Pour les XIV^e et XV^e siècles, le détail comptable permet de redessiner avec une résolution fine la géographie complexe de ces chantiers, leurs rythmes et le microcosme social qui s'y active. Les prospections archéologiques associées en éclairent d'autres aspects³.

L'espace d'abord. Le pont de Loire et les *battis* correspondent à des linéaires de plusieurs centaines de mètres de long, construits en pleines eaux. L'espace de travail y est donc par nature distendu, et adapté à l'omniprésence de la rivière. Les comptes détaillent le morcellement de ces chantiers, et surtout les solutions techniques mises en œuvre pour travailler sur le fleuve. Plateformes de travail flottantes et embarquées, sonnettes et engins de levage, acheminement des matériaux de construction et des ouvriers par bateaux génèrent autant de coûts et de missions à comptabiliser et rémunérer. Mais au-delà de cet espace de travail "terminal", la comptabilité révèle surtout l'éparpillement des zones d'activité et des espaces de stockage, en amont du chantier, pendant ou après. Pour chaque métier, pour chaque catégorie de matériau, le receveur détaille une chaîne opératoire ponctuée de différents postes de transformation ou d'attente (port, plage, île, pont, ville, etc.). Éventuellement distendue sur plusieurs kilomètres, en fonction des ressources, ces micro-chantiers spécifiques répondent à des contraintes propres aux métiers ou aux matériaux, mais aussi à ceux imposés par cet environnement fluvial.

Ce dernier impose de fait une temporalité particulière, un rythme contraignant avec lequel

¹ Sauf quelques lacunes, ces comptes sont préservés sur une période longue allant de 1389 à 1786 (AM Nevers, série CC).

² En Loire, les *battis* correspondent à des digues submersibles dont le rôle est de contraindre les flux à un chenal donné (voir Foucher M., "Comment cohabiter avec la Loire à Nevers à la fin du Moyen Âge ? Tâtonnements et adaptations face à un fleuve changeant : l'exemple des battis", *Dynamiques environnementales*, n°51, à paraître ; Dumont A., Foucher M., Lavier C., Moyat P., "Contraindre la Loire au XVII^e siècle : histoire et archéologie des digues de Saint-Père/Sully-sur-Loire (45)", in Bacoup P., Taïeb J. (dir.), *Archéologie, Sociétés et Environnement*, vol. 3-1, Paris, 2023, p. 112-128).

³ Ces recherches s'inscrivent dans le cadre du PCR *Les cours d'eau en Bourgogne Franche Comté* et du Projet Amorceage sur *Les Rivières de Bourgogne Franche Comté au Petit Âge Glaciaire (XIV-XIX^e s.)*. *Gestion des crues et impact sur les aménagements (digues et ponts)*.

échevins et artisans composent. La résolution fine de cette comptabilité, avec un enregistrement hebdomadaire des dépenses, permet de reconstituer années après années le calendrier des chantiers. La saisonnalité des activités paraît acquise, répétée et adaptée aux rythmes réguliers de la rivière (étiages, embâcles...). Se lisent aussi les temps plus critiques, où le comportement des eaux impose des réactions rapides et imprévues : il s'agit alors de déplacer les chantiers, les matériaux stockés pour les éloigner de la crue, voire aller les récupérer en aval après-coup.

Ces jeux de temps et d'espaces trouvent enfin un écho dans les métiers et les hommes sollicités. Le recrutement des hommes témoigne d'abord d'un lien entre l'origine des matières premières et de leurs exploitants. Leurs répartitions spatiale et temporelle se retrouvent également dans le morcellement et l'éparpillement des micro-chantiers – rares étant les artisans présents à différentes étapes du chantier global. Elle montre enfin l'existence d'équipes d'artisans spécialisés sur un types d'ouvrages, notamment au sein de la corporation des charpentiers.

Maxime L'Héritier¹, Mathilde Bernard², Aurélia Azéma³, Lucile Beck⁴, Emmanuelle Delqué-Kolic⁴, Guillaume Sarah⁵, Philippe Dillmann², Paul Taforel⁶, Frédéric Dubois⁷, Thomas Parent⁸, Stéphane Morel⁸, Jean-Christophe Monferran⁹, Claudie Voisenat⁹

¹Université Paris 8, ArScAn UMR7041, CNRS ; ²Laboratoire Archéomatériaux et Préviation de l'Altération (LAPA), IRAMAT UMR7065, NIMBE UMR3685, Université Paris- Saclay, CEA/CNRS ; ³Laboratoire de Recherche des Monuments Historiques (LRMH), CRC UAR3224, Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN); ⁴Laboratoire de Mesure du Carbone 14 (LMC 14), LSCE-IPSL, CNRS/CEA/UVSQ; ⁵IRAMAT, UMR7065, Université d'Orléans, CNRS ; ⁶MiMeTICS engineering, Montpellier ; ⁷LMGC, Université de Montpellier, CNRS ; ⁸I2M, Université de Bordeaux, UMR 5295 ; ⁹Héritages, UMR 9022, CYU, Cergy.

Construire et reconstruire Notre-Dame de Paris au Moyen Âge et aujourd'hui : enquête sur les agrafes des murs gouttereaux.

L'incendie survenu le 15 avril 2019 qui a détruit l'intégralité de la charpente de la cathédrale a contribué à mettre au jour des armatures métalliques auparavant inconnues sur l'édifice, en particulier plusieurs séries d'agrafes présentes à différents niveaux de la cathédrale. Les travaux du groupe de recherche « Métal » du chantier scientifique CNRS/Ministère de la Culture s'intéressent à ces armatures en fer dans une perspective interdisciplinaire : comprendre la mise en œuvre de ce matériau dans l'assemblage des pierres, son rôle structurel, mais aussi appréhender les modalités de sa remise en œuvre dans la restauration en cours. Cette communication se concentrera en particulier sur celles qui sont présentes au sommet des murs gouttereaux, sous la charpente incendiée. La dépose intégrale de ces agrafes en 2023 lors du chantier de restauration qui a vu le changement de l'arase du mur, très endommagée par l'incendie, a permis d'en réaliser une étude archéologique et archéométrique complète, tout en documentant les pratiques de restauration contemporaines selon une approche anthropologique avec les chercheurs du groupe "Émotions Patrimoniales".

L'étude morphologique de ces armatures (246 agrafes) a permis de distinguer plusieurs modules et pratiques de mise en forme, correspondant à différents ateliers de forge vraisemblablement sollicités à des moments distincts sur le chantier. Une approche physicochimique mêlant analyses métallographiques et analyses élémentaires sur une cinquantaine d'agrafes et leurs scellements de plomb a en outre permis de retracer l'approvisionnement du chantier au gré des phases de construction du mur et en s'intéressant notamment à la pratique du recyclage. L'ensemble de ces données permet aujourd'hui de réfléchir sur l'organisation du chantier de construction au tout début du XIII^e siècle. Ces réflexions trouvent un prolongement dans le chantier de restauration actuel, qui voit le réemploi

et la remise en œuvre ces matériaux selon différents protocoles, malgré un seul et même cahier des charges. Le suivi presque journalier de ce chantier nous invite à réfléchir sur les pratiques du chantier médiéval.

L'usage original de ce matériau à cet endroit de la structure trouve en outre quelques échos sur d'autres monuments (collégiale de Mantes-la-Jolie, basilique de Saint-Denis), suggérant une diffusion des techniques de construction à une échelle régionale. La collaboration avec les ingénieurs du groupe "Structure" du chantier scientifique permet aujourd'hui d'évaluer le rôle de ces agrafes dans la structure par une modélisation structurelle fine des maçonneries. Celle-ci permet de mieux appréhender l'expertise technique des bâtisseurs médiévaux et la portée de leurs innovations en termes d'usage des matériaux de construction.

Élise Bailleul

Maîtresse de conférences en Histoire de l'art du Moyen Âge, Université de Lille - IRHiS UMR 8529.

Programme exemplaire et chantier permanent : les toitures et terrasses du chevet de Notre-Dame de Paris, du XII^e au XIX^e siècle.

Depuis l'incendie d'avril 2019, les regards sont braqués sur Notre-Dame de Paris. Le chantier de restauration, accompagné par un chantier scientifique coordonné par le CNRS et le Ministère de la Culture, a permis aux chercheurs d'observer la cathédrale dans des conditions exceptionnelles. L'espace des combles du déambulatoire extérieur et des chapelles rayonnantes a ainsi été rendu facilement accessible grâce à l'installation d'un éclairage provisoire pour la réfection du système électrique. Si les dispositions extérieures, à savoir une couverture en terrasse, résultent des travaux de restauration du XIX^e siècle, l'espace compris entre l'extrados des voûtes et la face inférieure des dalles de pierre conserve des vestiges des états antérieurs. C'est notamment à cet endroit que subsistent les rares traces du mur d'enveloppe du déambulatoire du XII^e siècle et que peuvent être observées les sutures résultant de l'adjonction des chapelles rayonnantes au début du XIV^e siècle. Outre l'évolution en plan, cette campagne de travaux a également eu des conséquences plus haut dans l'élévation : l'agrandissement des baies éclairant la partie tournante de la tribune a nécessité la suppression des toitures en appentis et l'adoption de toitures beaucoup plus plates, plusieurs décennies après que cela eut été fait au niveau supérieur. On trouve dans les textes (comptes de la fabrique, délibérations capitulaires, procès verbaux de visite) de nombreux témoignages de l'attention constante portée à la fin du Moyen Âge et à l'époque moderne à ces terrasses, rares dans l'architecture gothique du nord de la France, et aux problèmes d'étanchéité et d'évacuation des eaux pluviales. Les documents graphiques et maquettes réalisés avant les grandes restaurations de Viollet-le Duc et Lassus montrent qu'au-dessus du déambulatoire et des chapelles rayonnantes subsiste, vers 1840, un système de couverture très hétérogène. Terrasses, bâtières et appentis coexistent alors, témoins de modifications fréquentes mais ponctuelles, tandis que le niveau de la tribune est doté d'une couverture en terrasse uniforme.

Nous nous proposons, dans cette communication, de tenter de remonter le fil des modifications du système de toiture sur les espaces bas du chevet de Notre-Dame en mobilisant des sources archéologiques et historiques qui apportent sur le sujet des éclairages complémentaires. Si l'approche matérielle permet de mieux appréhender les contours du chevet du XII^e siècle et les méthodes constructives utilisées au XIX^e siècle pour l'installation des terrasses actuelles, les sources écrites révèlent, entre les deux, la réalité complexe de l'entretien de ces couvertures, pensées indépendamment du projet constructif initial. Elle met également au jour le statut exemplaire du chantier de la cathédrale parisienne à la fin du Moyen Âge sur un aspect technique peu connu.

Tobias Boestad

Maître de conférences, La Rochelle Université/LIENSs

Le chantier naval et la ville en Europe atlantique et du Nord à la fin du Moyen Âge

Rarement étudiés pour eux-mêmes, les chantiers de construction navale médiévaux se situent au croisement de deux riches domaines de recherche qui, bien que voisins, ont assez peu dialogué l'un avec l'autre. D'un côté, l'historiographie des lieux de construction a eu tendance à privilégier les sites terrestres. De l'autre, les travaux sur la construction navale ont surtout mis l'accent sur l'architecture des bateaux, que ce soit à des fins typologiques ou pour faire apparaître des transferts de techniques, laissant au second plan la question de l'organisation sociale et politique de cette activité. Les médiévistes accusent en la matière un certain retard vis-à-vis de leurs collègues modernistes, depuis longtemps amenés à s'interroger sur les conditions techniques de possibilité de la première mondialisation, alors même que le changement de paradigme induit par l'expansion atlantique rend éminemment hasardeuse toute rétroprojection de ces observations sur les sociétés plus anciennes.

En particulier, la forme des chantiers de construction navale et leur inscription dans l'espace littoral et portuaire demeurent mal connues, la notion même de *chantier naval* – au sens d'un lieu dédié à la construction de bateaux et concentrant les infrastructures nécessaires à celle-ci – n'ayant rien d'une évidence. À cet égard, le cas emblématique du Clos des galées de Rouen, arsenal bien documenté des rois de France sur la rive gauche de la Seine, ceint d'un mur et doté de halles pour les navires, doit être mis en regard avec les observations de Michel Mollat sur le port de Dieppe au XV^e siècle, où l'importante activité de fabrication de bateaux semble au contraire se caractériser par une grande dispersion des ateliers dans l'espace urbain. De manière générale, l'essentiel de la construction navale tardo-médiévale se faisait sans doute sur des sites de construction à même la plage, sans forme de radoub ni autres infrastructures lourdes – la stabilité de la coque étant parfois assurée par de simples pieux ou accores –, et ne laissant d'autre trace sur la côte que des amas de copeaux de bois.

Ces processus ponctuels de concentration/stabilisation d'une activité qui, aux XIV^e et XV^e siècles, continue de se caractériser par sa dispersion spatiale, serviront de fil conducteur à cet article. Celui-ci s'interroge sur l'articulation de la construction navale avec l'espace urbain et portuaire aux XIV^e et XV^e siècles. Trois études de cas seront mobilisées pour illustrer la diversité des configurations possibles. Rouen illustre, semble-t-il, un début de concentration suscité par l'intérêt croissant du pouvoir royal pour une activité stratégique. Le milieu des charpentiers navals londoniens met quant à lui en lumière l'opposition entre une construction navale « privée », intégrée au tissu urbain et structurée en ateliers, et des commandes royales exécutées le plus souvent à l'écart de la ville. Ces exemples seront mis en regard avec les chantiers des villes allemandes de la Hanse (notamment Danzig), où la *Lastadie* concentre les activités de construction sous l'œil vigilant des autorités municipales.

Société du chantier

Benoît Cantet-Guéguen

Membre associé de l'équipe Monde byzantin de l'UMR 8167, Orient Méditerranée.

Les chantiers à Byzance : entre commanditaires et artisans, la nécessité d'une histoire sociale. (X^e-XIV^e siècle)

Malgré l'importance de certains monuments byzantins dans l'élaboration de l'image de l'Empire, aucune étude n'a vu le jour sur la question des chantiers de construction dans le monde byzantin depuis l'ouvrage *Master Builders of Byzantium* publié par R. Ousterhout¹ il y a 25 ans, de même, si les études archéologiques sur le bâti médiéval dans l'Empire ont pu fleurir ces dernières années, comme la synthèse dirigée par Ph. Niewöhner consacrée à l'Anatolie². L'histoire sociale des professions impliquées sur ces chantiers est quasi-inexistante, même si les sources à leur sujet existent, bien que rares, dispersées et parfois difficiles d'appréciation. En effet, si l'on ne dispose pas des rouleaux de fabrique ou des prix-faits de l'Occident médiéval, la trace des maîtres d'œuvre et autres maçons byzantins peut être retrouvée grâce au croisement de l'ensemble de la documentation disponible pour l'époque médiévale et particulièrement les X^e-XIV^e siècles. Ces artisans occupent une place importante dans le Livre de l'Éparque, le règlement des professions artisanales de Constantinople ou encore dans certaines scholies des Basiliques, mais sont plus rarement mentionnés dans les typika ou les sources hagiographiques, à moins qu'ils ne participent à un événement particulier qui valoriserait la piété du fondateur ou bien l'aspect miraculeux de l'action du saint lors de la construction de son église. Le chantier de construction, malgré son importance en termes symboliques mais aussi de coût et de temps, apparaissent comme presque muets ; aux exceptions notables de constructions presque légendaires comme celle de Sainte-Sophie sous Justinien, ou encore de celles mettant en scène un empereur, pour le magnifier, tel Basile Ier dans la *Vita Basilii*, ou le critiquer comme Constantin IX Monomachos chez Michel Psellos, leur action en tant que commanditaires reflétant leurs qualités et défauts politiques.

L'étude des chantiers de construction dans le monde byzantin reste donc à faire et ne peut faire l'économie d'une histoire sociale des artisans responsables de leur réalisation : maîtres d'œuvres, maçons, charpentiers et peintres, mais qui tous, à de rares exceptions près, évoluent dans l'ombre de leurs commanditaires, qu'il s'agisse de riches aristocrates, de saints moines fondateurs ou bien de petits archontes des provinces reculées de l'Empire. Pour commencer, nous reconstituerons l'organisation d'un chantier de construction dans l'Empire, à partir des données offertes par les sources normatives et des rares témoignages se faisant l'écho d'une

¹ R. OUSTERHOUT, *Master Builders of Byzantium*, Princeton, 1999

² P. NIEWÖHNER, *The Archeology of Byzantine Anatolia from the End of Late Antiquity until the Coming of the Turks*, Oxford, 2017.

telle entreprise, ce qui permettra d'apprécier le statut et les implications des différentes parties, depuis l'engagement de la main d'œuvre jusqu'au rendu du chantier. Dans un second temps, nous étudierons la place des artisans sur ces chantiers ; l'importance de leur technique dans les recrutements, leurs conditions de travail, leur rémunération et l'évolution de leur condition sociale en fonction des époques et des régions, mais aussi de leur profession et des rapports à leurs commanditaires. Pour terminer nous verrons en effet que ces professionnels évoluent presque toujours dans l'ombre de leurs commanditaires : bon nombre d'artisans disparaissent en effet de la documentation au profit de ces derniers, ce qui varie toutefois fortement en fonction de leur statuts : ainsi, l'ensemble des artisans ayant travaillé au service d'un homme saint est condamné à un éternel anonymat, tandis que les peintres au service d'aristocrates, voire de l'empereur, pourront être commémorés ; mais en ce qui concerne les maîtres d'œuvre, maçons et sculpteurs, seuls le nom de ceux ayant œuvré pour de modestes commanditaires de province a pu parvenir jusqu'à nous.

Camille Cilona

Doctorante allocataire du ministère des Armées en histoire médiévale, GRHis (Groupe de Recherche d'Histoire) - UR 3831, Université de Rouen.

« Que l'on revisite [lesdits ouvrages] par maîtres en ce reconnoissant pour savoir qu'il y esconvient faire ». Le corps de ville et l'expérience de la maîtrise d'ouvrage sur les chantiers des fortifications à Rouen (XIV^e – XV^e siècles)

Immédiatement après les cathédrales à l'« ombre » desquelles, pour reprendre les tout premiers termes de l'ouvrage de Philippe Bernardi¹, se dissimulent de nombreux chantiers qui se font plus discrets dans les sources, les fortifications sont réputées pour monopoliser l'attention et les ressources des communautés urbaines médiévales. Tour à tour sujet d'inquiétude lorsque les élus de la ville ou les représentants royaux déplorent son mauvais état, objet de fierté quand il s'agit de vanter sa force ou encore élément central d'une planification alors que le conseil effectue ses premières expérimentations en direction d'un embryonnaire projet d'urbanisme, le système défensif rouennais s'impose comme un observatoire pertinent des chantiers urbains médiévaux.

Seconde ville du royaume à l'époque considérée, verrou stratégique et enjeu majeur dans le conflit qui oppose les rois de France et d'Angleterre, Rouen est particulièrement attentive à son système défensif, qui fait l'objet de nombreuses discussions – au sein du corps de ville d'une part, entre les élus et l'État central d'autre part –, qui donnent lieu à une documentation importante. Si les premières investigations de la thèse ont démontré que les murs de la capitale normande peuvent difficilement, contrairement à d'autres cas bien informés comme Douai², s'appuyer sur les comptabilités de chantier³, ils sont en revanche richement documentés par les fonds des délibérations communales que la communication se propose de mobiliser⁴. Leur nature, différant sensiblement des sources comptables, concourt à changer le prisme de l'analyse : les délibérations communales livrent ainsi ce que l'on pourrait appeler le récit du chantier, dont la lecture soulève de nombreuses interrogations. Le chantier apparaît en premier lieu comme un processus étalé dans le temps et dans l'espace qui pose la question de la nature, des lieux et du rythme des opérations menées sur les murs. Les discussions qui se font jour permettent en parallèle d'approcher les aspects les plus concrets de l'expérience de la maîtrise d'ouvrage par un corps de ville médiéval, thématique retenue par cette proposition. Si les relations entre maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre ont déjà fait l'objet de nombreuses études⁵, les corps de ville agissant en maîtres d'ouvrage demeurent les parents pauvres d'une historiographie davantage tournée vers les grands maîtres d'ouvrages que sont les souverains, les princes et l'Église⁶.

¹ BERNARDI Philippe, *Bâtir au Moyen Âge*, Paris, CNRS Editions, 2014 (Biblis), p. 5.

² SALAMAGNE Alain, *Construire au Moyen Âge : les chantiers de fortification de Douai*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2020.

³ Nous nous permettons de renvoyer à : CILONA, Camille, « Le nerf de la paix. Financer la défense en temps de paix armée. Le cas des fortifications urbaine de Rouen pendant la guerre de Cent Ans. » Communication dans le cadre du séminaire *Paris au Moyen Âge* (IRHT-LAMOP) – 23 février 2024 (compte-rendu disponible ici : <https://irht.hypotheses.org/6445>).

⁴ Conservées des années 1389 à 1790 sous forme de registres sous la cote 3 E 1 ANC/A aux Archives Départementales de Seine-Maritime (désormais AD76).

⁵ Notamment à partir de l'ouvrage d'Odette Chapelot : CHAPELOT Odette, *Du projet au chantier : maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre aux XIV^e-XV^e siècles*, France, Éditions de l'EHESS, 2001.

⁶ À titre d'exemple, les maîtrises d'ouvrage des corps urbains occupent moins de 10% du discours dans l'étude précitée.

La communication proposée ici tentera d'apporter des éléments de compréhension des stratégies qui président aux choix des opérations de fortification urbaine, entre construction, réfection, réparation et démolition. Dans le sillage des travaux récemment ouverts par la SHMESP¹, elle cherchera à évaluer le degré d'application des conseils des experts et à retranscrire les étapes du processus décisionnel des conseillers extérieurs au monde des chantiers, notamment en analysant les situations d'imprévu ou d'urgence militaire. Outre la question des compétences techniques que l'expérience du chantier des murs concourt à forger au sein des corps de ville – par ailleurs déjà mise en lumière par Bernard Chevalier en ce qui concerne le développement des administrations financières urbaines² –, il s'agira de réfléchir à la manière dont elle peut servir un discours politique. Objet paradoxal s'il en est, l'enceinte est à la fois conçue par le roi comme l'empreinte symbolique de sa puissance sur la ville et jalousement gardée par les bourgeois qui la construisent. Au-delà du monument donc, c'est aussi une relation politique complexe, celle qui lie le roi et ses bonnes villes, qui est en chantier.

¹ SOCIÉTÉ DES HISTORIENS MÉDÉVISTES DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PUBLIC, *Experts et expertise au Moyen Âge : consilium quaeritur a perito*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2019.

² CHEVALIER Bernard, *Les bonnes villes de France du XIV^e au XVI^e siècle*, Paris, Aubier Montaigne, 1982.

Alain Salamagne

Professeur émérite, Université de Tours, Centre d'Études Supérieures de la Renaissance, UMR/CNRS, 7323

Le chantier médiéval en tension : l'exemple du Palais Rihour de Lille (1453-1477)

La communication abordera les problèmes de la gestion des chantiers dans les anciens Pays-Bas bourguignons sous le principat du duc Philippe le Bon (1419-1467), depuis le chantier fondateur du Palais Rihour de Lille, dont la construction fut entamée en 1453, aux chantiers du principat de Charles le Téméraire (1467-1477). Nous étudierons en particulier les rouages de l'administration mise en place pour assurer la maîtrise d'ouvrage, complexe en raison des différents intervenants dans la prise de décision. Autour des années 1450, la gestion administrative de ces chantiers devint plus complexe à la fois dans l'organisation comme dans la programmation du bâtiment. Étaient associés dans cette gestion à la fois le duc, le pouvoir administratif ducal par le biais de la chambre des comptes (représentée par les officiers ducaux) et les villes par le biais de membres du Magistrat nommés au suivi des travaux, enfin des conseillers du prince tel Michel de Chaugy (....-1479), écuyer tranchant en 1444, conseiller et chambellan du prince, dont les lettres conservées reflètent de curieuses critiques des directives princières.

Des pièces comptables nombreuses, lettres, quittances, etc., permettent en particulier de percevoir le rôle essentiel joué par la Chambre des Comptes de Lille dans les processus de décision ou de contrôle de l'activité du bâtiment, confiant à des experts, —comme au maître-charpentier et maître-maçon tout à la fois Amand Milon—, la charge d'inspecter les édifices ducaux où d'abaïsser les adjudications qu'elle considérait trop onéreuses pour les finances princières. La Chambre des Comptes incitait encore le duc dans le cadre de mémorandums — « Des pions et articles qui sont a remonstrer a monseigneur le duc et a messieurs les commis sur le fait de ses demaine et finances » —à réduire le volume des travaux réalisés sur les différents édifices de son domaine (Flandre, Hainaut, Artois), des forteresses (Lille, L'Écluse, etc), aux hôtels ducaux.

Ces sources inédites éclairent d'un jour nouveau l'histoire du projet architectural, en faisant apparaître ses tensions et ses contraintes, les enjeux de pouvoir entre les différents intervenants, les oppositions entre le prince dont la politique architecturale s'inscrit dans l'idée de magnificence et les gens de la Chambre des Comptes dont les préoccupations comptables et financières se chargent aussi d'une empreinte sociale, sensibles au fait que la réduction du poids des charges induites par ces chantiers contribuerait à la réduction des impôts et à « l'alegement de son peuple ».

Hervé Mouillebouche¹ et Alix Giordano²

¹Maître de conférences HDR en histoire médiévale à l'Université Bourgogne Europe - UMR 6298 ARTEHIS et ²Alix Giordano, doctorante en histoire et archéologie médiévale à l'Université Bourgogne Europe, UMR 6298 ARTEHIS.

Les mots du chantier. L'usage du vocabulaire technique dans les duché et comté de Bourgogne aux XIV^e et XV^e siècle

Le chercheur qui travaille sur les comptes de chantiers médiévaux se trouve immédiatement confronté à un problème de compréhension du vocabulaire technique, qui est souvent assez peu uniformisé, et connaît une grande variabilité topographique et chronologique. C'est l'expérience qu'ont faite les auteurs, H. Mouillebouche, qui travaille sur les comptes de construction des châteaux ducaux du duché de Bourgogne et notamment de l'hôtel ducal de Dijon, et A. Giordano, qui rédige une thèse sous la direction du premier sur la gestion de la construction et de l'entretien des châteaux du comté de Bourgogne.

Le duché et le comté, réunis de 1360 à 1470 dans les mains des mêmes princes, connaissent une certaine uniformisation administrative, avec des comptes mis en forme selon les normes imposées par la chambre des Comptes de Dijon. Ils sont systématiquement rédigés en français, selon des rubriques homogénéisées, et en donnant l'analyse plus ou moins synthétique de quittances rédigées localement, et qui sont parfois conservées. Mais le duché et le comté appartiennent à deux aires culturelles assez différentes, l'un au royaume, l'autre en empire, avec des spécificités linguistiques mais aussi techniques et constructives.

D'un point de vue pratique, nous avons surmonté la variabilité du vocabulaire par la rédaction d'un lexique collaboratif, outil indispensable pour comprendre les archives de construction. Mais nous voudrions profiter du thème de ce colloque pour nous interroger sur le sens à donner à cette variabilité du vocabulaire, dans une approche sociale, technique et philologique.

Il faut tout d'abord s'interroger sur les mots employés par l'artisan, par le notaire qui rédige la quittance, puis par le receveur qui enregistre les comptes, en suivant, en corrigeant, ou en recopiant maladroitement la quittance. Le passage de la langue orale à la langue écrite induit forcément une interprétation, vécue comme une correction. Mais quand l'historien, ayant déployé toute sa science, ne comprend pas le texte qu'il lit, il peut légitimement se demander si le clerc qui l'a écrit comprenait ce qu'il recopiait.

L'uniformisation de l'audition des comptes n'empêche pas l'usage d'un vocabulaire régional, qu'on peut aisément cartographier (« fenestres flamanches » en duché, « fenestres françoises » en comté...) Encore faut-il se demander si les mots locaux correspondent à des particularismes linguistiques, ou à des techniques de constructions locales (« loiches » de la plaine de la Saône, « poix » des forêts du Jura...)

On peut également essayer de voir s'il existe une corrélation entre la richesse et la précision

du vocabulaire technique, et le niveau social ou technique de l'artisan ou du clerc : les maîtres des œuvres de maçonnerie du duché, voire ceux du roi quand ils sont au service du duc, ont-ils un vocabulaire plus précis que les artisans locaux ? Quelques quittances particulièrement hermétiques semblent émaner d'artisans particulièrement compétents. Mais il faudra pouvoir distinguer l'usage d'un vocabulaire normalisé maîtrisé et celui d'un jargon professionnel abscons, qui n'est pas toujours preuve d'une grande maîtrise technique (hier comme aujourd'hui...)

Enfin, la régionalisation ou l'uniformisation du vocabulaire pourraient être les conséquences de méthodes constructives vernaculaires ou au contraire d'échanges entre chantiers, entre régions. Les mots voyagent avec les hommes. Et si l'on est capable de reconnaître, dans les vestiges de pierre, l'influence du passage d'un maître bâtisseur, peut-être pourrait-on aussi retrouver, dans les livres de comptes, la trace des mots qu'il a enseigné. Il faudra également sortir du cadre de l'étude pour mesurer l'influence de la langue et des mots de l'Empire, d'Île-de-France ou des Pays-Bas bourguignons.

Économie du chantier

Nénad Fejic

Professeur des Universités émérite, Université des Antilles

Les chantiers de défense urbaine et la pratique de la réquisition par le pouvoir communal à Dubrovnik (Raguse) au Moyen Âge.

Escale incontournable des convois vénitiens et débouché de la route reliant les grands centres miniers des Balkans à la mer Adriatique, Dubrovnik (Raguse) était l'objet de convoitises aussi bien de la part de Venise que des pouvoirs territoriaux de son arrière-pays, notamment de l'Empire ottoman. Sa liberté reposait tout autant sur sa diplomatie accomplie que sur la solidité de ses remparts et la qualité de son système de défense en général qui défiait avec succès les acquis de la poliorcétique médiévale. La réquisition de la main d'œuvre était appliquée pour la plupart des chantiers de construction et d'amélioration du système de défense. Absente des recueils législatifs, y compris du Statut de la commune datant de 1279, elle est née d'une convergence de trois facteurs qui sont la faiblesse démographique, l'essor économique et les choix politiques reposant sur un consensus social. Un premier facteur, la faiblesse démographique : même au temps de sa plus grande prospérité, la ville était peuplée d'à peine six mille habitants, territoire du district exclu, soit une population insuffisante pour maintenir quotidiennement en l'état les remparts de presque deux kilomètres de longueur pouvant aller jusqu'à 25 mètres de hauteur et six mètres d'épaisseur, et résister ainsi à tout siège maritime ou terrestre. Un deuxième facteur est l'enrichissement permis notamment par une intégration dans le tissu urbain des marchands et des artisans indépendamment de leur origine géographique et sociale. Enfin, un troisième facteur est la récupération de cette intégration sociale par le pouvoir patricien entraînant une pratique de la réquisition sur les chantiers de la défense communale également sans distinction d'origine sociale. La pratique de la réquisition sur les chantiers de défense à Dubrovnik, s'articulera dans la communication autour de deux axes. Le premier évoquera les chantiers fréquents, pratiqués dans une commune au carrefour des dangers maritimes et terrestres : d'une part les chantiers consacrés à l'aménagement de l'arsenal, à la construction de la jetée dans l'ancien port ou à celle du chemin de ronde sur les remparts face à la mer lors des attaques vénitienes ou génoises au XIV^e siècle, et d'autre part, les chantiers consacrés à la destruction ou au déplacement des bâtiments au pied des remparts pouvant servir d'abri à l'attaquant, ou ceux consacrés à l'aménagement des escarpes et des fossés, face à l'arrière-pays, lors des attaques ottomanes au XV^e siècle. Le deuxième axe évoquera un certain nombre de mesures administratives dont disposait le pouvoir communal pour accompagner et mener à bien les réquisitions sur les chantiers de défense. Il s'agit en premier lieu des recensements réguliers de tous les habitants entre 15 et 70 ans, sans distinction d'origine sociale, des contrôles d'entrée sur le territoire de la commune, de l'obligation pour les nouveaux arrivants de déposer auprès des fonctionnaires dédiés des matériaux de construction, de l'obligation des propriétaires d'embarcations d'amener les ouvriers depuis les îles de l'archipel ragusain, et parallèlement

de l'interdiction aux ouvriers de s'éloigner du territoire de la commune, des emprunts obligatoires imposés par la commune en vue de l'ouverture des chantiers de défense et d'autres mesures qui seront évoquées dans la communication. La question de l'efficacité des mesures de réquisition sera abordée en conclusion. L'application sans restriction de celle-ci assurait certes une exécution rapide des travaux et était aussi pour le pouvoir communal un instrument de cohésion sociale au service de la défense de la liberté, mais elle se heurtait souvent à la résistance de l'élite patricienne qui y voyait une atteinte aux privilèges acquis.

David Bardey

Postdoctorant Université de Namur (PraME)

Maîtres des comptes et maîtrise des œuvres. La Chambre des comptes de Dijon et l'administration financière des chantiers ducaux (XIV^e et XV^e siècles)

La politique du bâti des ducs de Bourgogne est aujourd'hui bien connue. Certains chantiers, tels que celui de la Chartreuse de Champmol, ont fait l'objet de monographies monumentales. Si cette politique du bâti a déjà fait l'objet de plusieurs études, ses aspects administratifs et financiers restent largement méconnus. Les archives pour les saisir sont pourtant très nombreuses. Les sources comptables, qu'elles soient spécifiques à un chantier (celles de la Chartreuse de Champmol ou de la Chapelle de Dijon) ou ordinaire (celles des châtelains ou encore la recette générale), renseignent la vie des chantiers avec une extrême précision. La connaissance des chantiers passe par la plume du comptable. Aussi, les relations qui unissent les officiers des comptes à la vie des chantiers gagnent-elles à être étudiées tant elles éclairent l'histoire des constructions, mais aussi celle des institutions qui les financent.

En prenant appui sur la documentation normative qui règle le fonctionnement de la Chambre des comptes de Dijon aux XIV^e et XV^e siècles, mise en regard avec les comptabilités, l'ambition est de restituer le contrôle des chantiers par le personnel de l'administration comptable. L'ordonnance du duc Philippe le Hardi, datée du 25 avril 1373, sur le fonctionnement de la Chambre des comptes est à ce titre significative. Le labeur des comptables y est partagé entre l'audition et la correction des comptes (entre les mois de mars et d'août) et la visite et le contrôle des « ouvrages », c'est-à-dire des chantiers, réalisés par les châtelains ducaux. La surveillance des chantiers apparaît alors directement articulée au contrôle des comptes et à la gestion financière. Cela pose de nombreuses questions sur les modalités de ce contrôle, notamment sur les compétences des maîtres des comptes et leurs expertises. Ces aspects seront notamment étudiés en restituant les itinéraires de maîtres des comptes qui parcourent le duché pour « visiter » les chantiers aux XIV^e et XV^e siècles, mais aussi en soulignant le rôle des hommes qui les épaulent dans leurs missions.

Si le contrôle de la politique du bâti est si important, c'est parce que les constructions et les travaux d'entretien sont de véritables gouffres financiers. Pour exemple, l'entretien des châteaux représente 80 % des recettes des châtelains (P. Beck). Dès lors, étudier le travail des maîtres des comptes permet d'examiner la politique ducale du bâti, ainsi que les logiques et les modalités de son financement. Ce faisant, l'ambition est de saisir les mécanismes de prise de décision et d'application de cette politique et de dresser un tableau des techniques administratives mises en œuvre pour la mettre en œuvre, puis la contrôler. Aussi, cette dimension sera-t-elle appréciée à la lumière de pratiques scripturales, notamment à partir des comptabilités et des enquêtes dédiées aux chantiers et aux travaux d'entretien des châteaux.

Claire Bourguignon

Docteure en histoire de l'art et archéologie du Moyen Âge, Service d'Archéologie Préventive du Département de l'Allier, CHEC (UPR 1001) – Université Clermont Auvergne

Contribution à l'étude de l'économie du chantier. Les actes d'indulgences pontificaux, une source de financement des chantiers des couvents mendiants d'Auvergne et du Velay (vers 1250-vers 1530)

Au contraire des chantiers des cathédrales gothiques, dont la prise en charge financière a fait l'objet de minutieux travaux de synthèse, les connaissances sur les investissements réalisés en amont et au cours de l'édification ou de l'entretien des édifices mendiants demeurent largement lacunaires et éparses et ont très rarement bénéficié d'une étude approfondie. La législation mendicante est en effet tardive (deuxième tiers du XIII^e siècle) et peu diserte en la matière.

L'aire géographique considérée ne fait pas exception sur ce point en l'absence par exemple d'actes documentant la genèse du projet architectural ou encore de comptes de construction permettant d'estimer le coût des entreprises constructives. Aussi doit-on convoquer une variété de sources ecclésiastiques (testaments, registres de legs, actes de la pratique, inventaires et chroniques) et laïques (comptabilités urbaines) afin d'appréhender les fondements socio-économiques des chantiers mendiants.

L'enquête menée dans le cadre d'un doctorat a ainsi révélé la gestion opportuniste de la pratique indulgentielle par les frères, qui ont tourné à leur avantage les opérations de marketing papal en matière de rémission des péchés. Si le corpus sélectionné demeure modeste en dépit d'un large spectre chronologique couvert, ces documents méritent l'attention. Ils ont constitué une source ponctuelle de revenus non négligeable, accordée en des occasions précises, fréquemment en vue de pourvoir aux frais de construction, d'entretien ou de réparation des couvents mendiants masculins (Dominicains, Franciscains, Carmes) des diocèses de Clermont et du Puy.

L'objectif du propos est, à partir d'une étude de cas régionale, de mieux comprendre le rôle de la pratique indulgentielle dans le financement des chantiers mendiants et ses enjeux économiques et pastoraux dans la mise en place de l'économie du sacré. En effet, cette pratique ne fut pas sans soulever diverses contradictions avec les propos de vie mendiants qui cherchaient à concilier pauvreté évangélique et mise en œuvre d'édifices modestes. Il conviendra donc de s'interroger sur les acteurs (le pape et ses représentants, communautés destinataires, tiers), les processus d'obtention de largesses pontificales en matière de rémission des péchés et leurs temporalités. Les conditions et la qualité des rémissions obtenues seront également scrutées afin de mesurer la portée pécuniaire de cette source de financement.

Activités autour du congrès

Mappa Mundi d'Albi



Véritable trésor albigeois, la Mappa Mundi d'Albi est l'une des deux plus anciennes représentations connues du monde habité tel qu'il était perçu au VIII^e siècle. Le Vatican conserve une carte de la même période. Son caractère unique tient au fait qu'elle est le plus ancien document sur parchemin représentant le monde. L'original est précieusement conservé dans les réserves de la Médiathèque Pierre Amalric à l'abri de la lumière, de la poussière et de l'humidité. La Mappa Mundi (autrement dit Mappemonde) est l'un des 77 feuillets d'un manuscrit appartenant au chapitre de la cathédrale d'Albi.

Cette carte, dès la moitié du VIII^e siècle, servait de document pédagogique dans la bibliothèque des évêques et de modèle pour le scriptorium d'Albi. Cette carte du monde est peinte sur un parchemin assez épais, en peau de chèvre ou de mouton. Elle représente le monde sous forme de fer à cheval. Héritière de la représentation de l'espace de l'Antiquité et mise à jour avec des éléments chrétiens, elle présente un monde centré autour de la Méditerranée (seul monde connu à cette époque) orienté à l'Est et proposant une cinquantaine de noms de villes, de régions, de fleuves, de mers et de vents écrits en latin.

En savoir plus : <https://cecilia.mediatheques.grand-albigeois.fr/collection/item/97-recueil>

Cathédrale d'Albi



Sainte-Cécile d'Albi, plus grande cathédrale en brique du monde, chef-d'œuvre d'un gothique particulier de la croisade albigeoise, constitue le monument phare de la cité épiscopale, classée au patrimoine mondial en 2010. Elle cache sous son enveloppe austère et son aspect défensif deux ensembles peints exceptionnels dus au mécénat de la famille d'Amboise : un Jugement dernier de la fin du Moyen Âge et le plus vaste et le plus précoce programme de fresques italiennes qui soit en France (1509-1514). L'édifice peut, en outre, s'enorgueillir de posséder l'une des deux seules clôtures de chœur de cathédrale française conservée dans son intégralité.

Le palais épiscopal (dit de la Berbie) (seconde moitié du XIII^e s.) et la cathédrale (1282-fin du XIV^e s.) d'Albi forment un ensemble cohérent et contemporain classé au patrimoine mondial de l'Unesco en 2010. Typiques par bien des aspects des édifices tolosano-albigeois (brique,

forte muralité avec fenêtres étroites), ces constructions doivent leur allure de forteresse à un contexte de conflit permanent opposant l'évêque au roi et aux habitants

Cité épiscopale



La Cité épiscopale d'Albi est inscrite au Patrimoine mondial par l'UNESCO depuis 2010. Le palais épiscopal d'une rare puissance et l'imposante cathédrale sont les deux monuments phares. La brique est la signature architecturale de la Cité épiscopale. Elle crée cette ambiance urbaine singulière. Elle signe son identité, sa particularité grâce à sa palette de couleurs variables selon la lumière, déclinaison de rouge, rose, ocre. Cette brique a servi au Moyen Âge à construire un ensemble urbain devenu aujourd'hui exemplaire mais aussi l'unique héritage en Europe de ce modèle d'architecture. Fabriqué sur place, sur les berges du Tarn, ce matériau réalisé avec la terre du lit de la rivière est omniprésent, autant dans l'architecture religieuse que civile. La cathédrale et le palais de la Berbie comptent parmi les plus grandes constructions de brique cuite au monde.

Musée Toulouse Lautrec et le palais de la Berbie



Venir au musée Toulouse-Lautrec, c'est aussi découvrir un cadre prestigieux : le Palais de la Berbie. Classé Monument historique, le Palais de la Berbie constitue l'un des ensembles épiscopaux les mieux conservés de France. Il est l'un des deux monuments majeurs de la cité épiscopale d'Albi, inscrite au Patrimoine mondial de l'UNESCO en 2010.

Dans la seconde moitié du XIII^e siècle, les évêques d'Albi entreprennent la construction du Palais de la Berbie puis de la cathédrale Sainte-Cécile. Véritable forteresse, le bâtiment témoigne de la puissance des évêques d'Albi. Son architecture médiévale, dotée de murs d'une extraordinaire hauteur et épaisseur, s'organise autour d'une Cour d'Honneur et d'une tour maîtresse. C'est depuis cette Cour d'Honneur que vous accédez aujourd'hui à l'entrée du musée.

De la Renaissance au XVIII^e siècle, les prélats qui se succèdent transforment la forteresse en un véritable palais d'agrément, avec salons d'apparat et jardins à la française. Les deux terrasses et le jardin classique du Palais ont vu le jour à la fin du XVII^e siècle (entre 1678 et 1687), sous l'impulsion du premier archevêque d'Albi, Mgr Hyacinthe Serroni. À cette époque, les courtines, ayant perdu leur aspect défensif, sont réaménagées en une promenade ombragée qui offre une vue panoramique sur le Tarn. Au XVIII^e siècle, des statues en marbre représentant les saisons sont placées par Mgr de Stainville sur ce promenoir.

En 1922, le musée Toulouse-Lautrec est inauguré dans le cadre prestigieux du Palais de la Berbie. Grâce au don de la famille d'Henri de Toulouse-Lautrec, le musée réunit la plus importante collection publique au monde consacrée au célèbre peintre albigeois. Tableaux, lithographies, dessins, ainsi que l'ensemble des affiches réalisées par Henri de Toulouse-Lautrec, illustrent de façon exemplaire chacune des facettes de son talent multiforme et

innovateur. Salle après salle, suivez l'évolution de l'artiste depuis les œuvres de jeunesse jusqu'à ses tous derniers tableaux.

Hôtel d'Assézat



Pierre II d'Assézat était l'un des plus riches marchands de pastel de la ville de Toulouse. Véritable « or bleu » des teinturiers, la plante de pastel fut cultivée à partir du XI^e siècle dans les plaines du Lauragais, entre Toulouse et Albi, faisant la richesse de toute une région. En 1551, Pierre II d'Assézat est le trésorier d'Eléonore d'Autriche, sœur de Charles Quint, seconde épouse de François I^{er}, infante d'Espagne, reine douairière de France et du Portugal, puis devient Capitoul dès 1552-1553. L'hôtel qu'il souhaite faire bâtir sur un ensemble de parcelles acquises entre 1551 et 1555 devait démontrer sa puissance et l'importance de sa réussite.

En 1555, il sollicite donc l'architecte Nicolas Bachelier pour la construction d'un hôtel particulier dont le projet initial, organisé autour d'une cour carrée composée de quatre ailes, sera modifié pour cause de contraintes spatiales, donnant à la cour actuelle sa forme originale. La construction, reprise par Dominique Bachelier après la mort de son père, s'achève en 1562. Pierre d'Assézat n'aura malheureusement pas le temps d'en profiter : les guerres de religion le contraignent à s'exiler quelques mois plus tard. Il y revient néanmoins après avoir bénéficié d'une grâce royale en 1572, et s'éteint dans sa demeure en août 1581. Après la mort de Pierre II d'Assézat, l'hôtel est mis en location, avant d'être vendu en 1761. C'est le baron de Puymaurin qui en fait l'acquisition et procède à de grands travaux de modernisation qui contribuent, entre autres, à la transformation des façades, à la modification de la distribution interne et à la surélévation de la loggia. À peine trente ans plus tard, l'hôtel est de nouveau vendu. Cette vente marque un tournant dans son histoire puisqu'il devient un bâtiment de négoce et de stockage pour des compagnies de commerce. L'usage commercial perdure pendant tout le XIX^e siècle. En 1895, un riche banquier et mécène du nom de Théodore Ozenne

rachète l'hôtel. Il décède seulement quelques mois plus tard, mais aura eu le temps d'en faire don à la ville de Toulouse. Les Académies savantes, alors dispersées dans les différents édifices publics de la ville de Toulouse, s'y installent dès 1898.

Saint-Sernin de Toulouse



L'église Saint-Sernin a été construite à partir du derniers tiers du XI^e siècle sur le lieu de la sépulture du premier évêque de Toulouse mort en 250. Elle succédait à une première église, consacrée au début du V^e siècle, dont seule la base de l'abside majeure a été reconnue lors de travaux en 1970. Les chanoines qui engagent la reconstruction à l'époque romane choisissent un chevet à déambulatoire et chapelles rayonnantes au-devant un ample transept, le parti architectural moderne le plus ambitieux qui soit, et cinq nefs qui sont une référence explicite au modèle des basiliques martyriales, Saint-Pierre au Vatican à Rome. Les travaux avancent rapidement : la sculpture permet d'attester que dès 1100, le transept et le chevet sont achevés, puis les travaux se déplacent vers la nef dont la partie basse de l'enveloppe et les portails sont en place dans les mêmes années. Puis les travaux s'étirent en longueur, la nef est construite deux travées par deux travées mais n'est complètement voûtée que dans les années 1280.

L'analyse du chantier (au sens archéologique du terme) permet de saisir les rythmes de la construction, les stratégies d'approvisionnement et de mise en œuvre, les ambitions et difficultés des commanditaires. Celle des sculptures et des peintures amène à élargir la réflexion sur le sens que les chanoines entendaient donner à l'édifice destiné à honorer la mémoire du saint martyr.

Les Jacobins de Toulouse



Des ensembles conventuels médiévaux de Toulouse, celui des Jacobins est le mieux conservé. Si les bâtiments actuels (cloître, réfectoire, salle capitulaire...) appartiennent aux années 1300, l'église, notamment caractérisée par la voûte de l'abside et son grand clocher de type dit toulousain, elle, est le résultat de quatre campagnes de construction menées entre les années 1230 et 1330, concurremment à celles engagées au couvent des Cordeliers tout proche. Si l'édifice a profondément marqué l'architecture en Midi toulousain, il n'en reste pas moins une exception dans le paysage architectural mendiant.